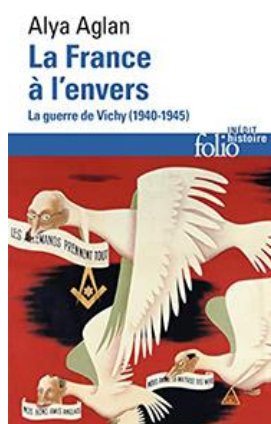


Alya Aglan, *La France inverse. La guerre de Vichy 1940-1945*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2020, 752 p.

Raphaël Spina



Alya Aglan offre ici la synthèse la plus à jour sur la France dans la guerre, Empire colonial inclus, de la défaite de mai-juin 1940 à la victoire de mai 1945.

Comme son titre l'indique, l'ouvrage prend pour fil conducteur la notion d'inversion – celle du sens des mots, des légitimités, des situations. En particulier, après la défaite, la définition de l'ami et de l'ennemi se brouille, fluctue, s'inverse : la guerre étrangère débouche sur un risque de guerre civile ; le discours d'union et de désunion fait des va-et-vient entre la France et l'Empire de Pétain et ceux de De Gaulle. Le sous-titre, *La guerre de Vichy 1940-1945*, est curieusement inexact : Vichy disparaît dès l'été 1944, et le livre aborde de manière tout aussi fouillée l'histoire intérieure du collaborationnisme, de la Résistance et de la France Libre, ou encore celle des polices nazies et du commandement militaire allemand en France. Il présente également l'épuration et les réformes de la Libération. Évitant le franco-centrisme, l'ouvrage replace son sujet dans la dimension coloniale, européenne et planétaire du conflit. Fine et originale, l'œuvre abonde en chiffres, en faits, en citations bien choisies ou méconnues. L'auteure utilise peu d'archives nouvelles mais elle n'oublie à peu près rien des publications anciennes et récentes, témoignages ou historiographie. Seule est curieusement ignorée... notre propre thèse sur le Service du travail obligatoire (*Histoire du STO*, Paris, Perrin, 2017).

La guerre pouvait être célébrée en 1914 ; en 1938-1939, plus personne ne l'exalte. En 1940, la supposée meilleure armée du monde est mise en déroute en six semaines. La nuit s'abat sur Paris, la Ville Lumière. L'Exode détruit les repères et les certitudes. À Rethondes, le 22 juin, Hitler fait rejouer la cérémonie du 11 novembre 1918 à rôles échangés. L'Italie, malgré sa contre-performance, obtient le statut de « puissance victorieuse ». Ceux qui veulent poursuivre la lutte sont traités de déserteurs (parlementaires du *Massilia*), déclarés « indignes d'être français » et déchus de leur nationalité (volontaires gaullistes). La Grande-Bretagne, alliée d'hier, devient objet d'hostilité : à plusieurs reprises, Laval, Darlan et même Pétain, réputé plus prudent, frôlent le retournement d'alliance et la collaboration militaire avec l'Axe, y compris avec le Japon dans le Pacifique. Du côté des occupés, le vainqueur est souvent accueilli avec une indifférence hostile (*Le Silence de la Mer* de Vercors), mais au fil du temps, il devient une figure familière (*Dolce* d'Irène Némirovsky).

Le 10 juillet 1940, l'Assemblée nationale répudie la République et les Lumières, sans grande émotion. Pétain remplace les droits de l'homme par les « principes

communautaires », et le triptyque républicain par le fameux « Travail – Famille – Patrie ». Il proclame « antinational » tout ce qui est international ou jugé inassimilable. Il détourne le sens des fêtes républicaines : le 1^{er} Mai devient la « fête du Travail et de la Concordance sociale », le 14 Juillet une journée de deuil et d'expiation, le 11 Novembre une simple commémoration des tués. Mais au procès de Riom en avril 1942, les accusés se font accusateurs. Et si la population s'unit d'abord derrière sa personne, c'est dès le discours du Vent Mauvais (12 août 1941) que Pétain mentionne le risque d'une guerre civile, à l'espagnole.

Le quotidien des Français occupés devient radicalement anormal. Le temps est bouleversé : alignement sur le fuseau horaire allemand, absence *sine die* des prisonniers, requis du Service du travail obligatoire (STO) et déportés, ignorance du sort réservé au pays – les Allemands n'ont pas intérêt à s'engager sur l'avenir. L'espace n'est pas moins perturbé : la métropole est morcelée en neuf zones de droits différents. Dans les Ardennes, les paysans dépossédés par l'*Ostland* deviennent au mieux salariés sur leurs propres terres. L'aide sociale prend de l'ampleur... et perd sa neutralité, avec une coloration étatique et idéologique sans précédent. Rien ne peut plus être normal pour les juifs de France, persécutés, spoliés, puis déportés.

Les nazis subvertissent les anciennes aspirations à la réconciliation franco-allemande et à l'unité européenne : elles sont dépouillées de leurs dimensions pacifistes, fédéralistes et démocratiques. Une partie des 30 000 Français prêts à revêtir l'uniforme allemand croit même restaurer le prestige militaire national. Cependant, de son côté, la Résistance réfléchit à l'unité future du continent, Henry Frenay ou Silvio Trentin rêvant des « États-Unis d'Europe ».

La période inverse le légal et le légitime. Pour de Gaulle et Cassin, Vichy est illégitime. Pour Vichy, les « dissidents » sont exclus de la nation, la France Libre un « semblant de gouvernement français ». L'Empire devient la base territoriale d'un contre-État – d'un État français inversé. Il est paradoxalement disputé au nom de deux visions opposées de l'union.

Initialement, la Révolution nationale est très suivie dans les colonies : ainsi, la Légion française des combattants attire plus du tiers des adultes masculins blancs en Algérie, pour le quart en métropole. Le sport ou les mouvements de jeunesse sont encouragés, de l'Indochine à l'Afrique et aux Antilles. Des autochtones communient dans le culte du chef et la solidarité avec la métropole meurtrie. Au Dahomey, on chante *Papa Pétain*. Cependant, Vichy applique aussi aux colonies son volet épurateur, répressif et antisémite. Il y ouvre des camps, voire des lieux de torture. Et la guerre, comme le blocus britannique, compliquent leur situation économique, alimentaire et sanitaire (épidémie de typhus en Algérie en 1941, famine du Tonkin en 1945).

Inversement, des mouvements de résistance existent parmi les Français de l'Empire, ou s'y étendent depuis la métropole (Combat-Outre-Mer aurait en mars 1944 trois cents sections coloniales). Des colonisés ont été volontaires pour financer ou servir les Forces françaises libres. La culture orale africaine fait précocement de Charles de Gaulle un être de légende, surnaturel, cité dans des incantations : il inspire même aux Fangs du Gabon une « danse de Gaulle » ! Cependant, les quotas de mobilisation par ethnie, le recours maintenu au travail forcé, le quasi-apartheid au Sénégal, la répression en Syrie, au Liban et au Maroc (1943), la timidité de la conférence de Brazzaville (30 janvier 1944), le massacre de Sétif (mai 1945), la montée en puissance du nationalisme et du communisme vietnamiens, augurent fort mal de la

suite.

La situation militaire et politique globale se retourne fin 1942, puis le rapport de forces à Alger courant 1943. L'homme du 18 Juin dispose initialement de moins d'hommes et de soutiens diplomatiques que Giraud. Mais début 1944, il est seul maître à bord, le Comité français de libération nationale (CFLN) reconnu par trente-sept gouvernements, les épurateurs vichystes épurés à leur tour en Corse et dans les colonies, l'armée française ressuscitée sur le front italien.

En métropole, la Résistance naît d'un réflexe de survie, dans l'urgence et le bricolage permanent. Les réseaux sont ainsi de perpétuelles reconstructions, au gré des contacts établis et maintenus. Ils renaissent parfois après deux mois de mise en sommeil forcée. Ils sont morcelés en sous-réseaux régionaux ou spécialisés. C'est rétrospectivement qu'on voit dans chaque réseau un tout cohérent, surtout lorsqu'une catastrophe l'emporte en bloc. Au-delà du combat immédiat, la Résistance prépare l'avenir, élabore des programmes et vingt projets de constitution.

Si les tribunaux allemands peuvent saluer le courage et le patriotisme des premiers fusillés, bientôt la Résistance n'est plus pour eux qu'une conspiration de terroristes judéo-bolcheviks. Né principalement du refus du STO, le Maquis hors-la-loi finit en 1943-1944 par faire la loi dans des cantons entiers. D'abord pourchassé, il se fait chasseur. Au printemps 1944, la répression tue plus de civils que de maquisards : mais avec les combats de l'été, il meurt plus de maquisards que de civils, et les pertes allemandes augmentent.

Cependant, la population s'inquiète que le Maquis puisse dériver vers le banditisme et la guerre civile – la Résistance doit dévaliser six cents perceptions dès avant juillet 1944. Aussi les résistants retournent contre la Milice l'accusation de terrorisme, de division, de banditisme. Jusque dans le moindre village, l'unité se refait autour de la tonte des « collaboratrices » et de l'exclusion des « traîtres », voire de leur exécution.

Certes, lors du Débarquement, Pétain et Laval appellent à éviter la guerre fratricide et à rester neutres dans le conflit mondial. Mais Darnand comme Doriot exhortent à collaborer « aux organismes de sécurité des armées européennes ». Le 25 août, à l'Hôtel-de-Ville de Paris libéré, de Gaulle retourne la formule vichyste sur « la France éternelle ». Mais à Sigmaringen, le dernier carré de la collaboration singe lui-même, le vocabulaire gaullien et résistant : il répète que l'Allemagne a perdu une bataille mais pas la guerre, tonne contre un « pouvoir usurpé », appelle en vain à lui « résister », à lui « désobéir ».

C'est au tour des pétainistes et des collaborateurs de faire connaissance avec l'internement administratif et les tribunaux d'exception : un retournement qui indispose une partie de l'opinion et des résistants. Inversion inédite, fonctionnaires et officiers peuvent se voir reprocher leur obéissance aux ordres, pourtant vertu cardinale traditionnelle. Quant aux anciens occupants, un million sont à leur tour prisonniers en France, contraints à y déminer et à y travailler jusqu'à fin 1948. Cependant, ultime inversion, 27 500 d'entre eux restent comme travailleurs libres, et parfois s'installent et acquièrent la nationalité française. Et avec la réconciliation d'après-guerre, la « guerre civile européenne » est bel et bien révolue.

Une synthèse complète, dense, voire touffue, qui n'a le défaut parfois que de son étonnante richesse, et dont l'utilité sera durable.